

## L'ajournement

Quelles seront les répercussions de cette initiative pour nous? Tout d'abord, je maintiens que les Canadiens perdront nombre de débouchés. Certains des pays que les Américains subventionneront en leur faisant crédit et en leur consentant des taux d'intérêt spéciaux, achètent des céréales canadiennes. En fait, quelques-uns sont peut-être de gros clients. Quand un pays envisage d'acheter des céréales pour des millions de dollars et que les États-Unis annoncent une subvention des taux d'intérêt de 2, 3 ou 4 p. 100 au titre des taux d'intérêt, rien de plus naturel, de plus normal, si le Canada ne peut se permettre d'en offrir autant, que l'acheteur se tourne vers les États-Unis. Cela peut signifier la perte de milliers d'emplois au Canada.

La deuxième chose qui m'inquiète, c'est que si les Américains commencent à subventionner l'exportation des céréales, les prix, particulièrement ceux du blé qui sont déjà bas, pourront tomber encore davantage. Même avant l'annonce de ce programme, on prévoyait pour 1983 une baisse du prix du blé d'environ 5 p. 100. Maintenant, et aussi en raison de l'énorme surplus de céréales que les États-Unis ont sur les bras, il est très possible que les prix tombent encore en dessous de ces tristes prévisions de 1983.

C'est une question extrêmement importante pour l'ouest du Canada, car l'agriculture est d'une importance vitale pour son économie. Elle n'est pas moins importante pour le Canada, puisque l'agriculture reste le secteur prédominant, une industrie de base. Les agriculteurs réclament la justice; ils ne veulent pas de faveur. Ce qu'ils souhaitent, c'est que leur gouvernement se rende aux États-Unis et dise au Président Reagan que ce nouveau programme est injuste, dangereux et protectionniste. Par ailleurs, il pourrait être à l'origine d'une gigantesque guerre commerciale. Nous avons eu des guerres commerciales dans les années 30 et nous pourrions en avoir une autre. Ceux qui en souffriront, ce sont les agriculteurs du Canada.

J'espère qu'aujourd'hui, cinq jours après que j'aie soulevé la question jeudi, le gouvernement a présenté des instances officielles aux représentants des États-Unis, leur demandant d'annuler ce programme extrêmement destructeur et dangereux qu'ils avaient mis en œuvre chez eux.

La plupart des gens ne réalisent pas l'importance de l'agriculture. L'an dernier, par exemple, le commerce des produits alimentaires a été à l'origine d'un surplus net pour notre pays de 3.2 milliards de dollars. En 1982, les exportations, ou exportation prévues, de produits alimentaires se sont élevées à 9.2 milliards de dollars. Les ventes à l'exportation représentent environ 50 p. 100 des revenus agricoles. C'est donc dire l'importance de ce programme pour les agriculteurs canadiens.

J'ai été surpris de voir que les États-Unis annoncent un tel programme, car, à la récente réunion du GATT, à Genève, ils se sont fortement élevés contre le protectionnisme grandissant que créent les subventions du Marché commun européen, contre l'inaccessibilité du marché japonais et contre de nombreuses autres pratiques répandues dans le monde. Quand les représentants des États-Unis sont revenus de Genève, ils ont annoncé un programme similaire chez eux. Je voudrais citer le secrétaire à l'Agriculture, M. Block, qui a dit le 20 octobre:

Le programme sera utilisé sur les marchés où nous sommes assurés du plus grand profit. Nous apporterons également une attention spéciale à la possibilité d'obtenir des contrats de vente à long terme sur les marchés que nous sélectionnons. L'objectif premier de notre administration est l'expansion à long terme des ventes de produits agricoles dans des conditions commerciales normales.

• (2205)

Les États-Unis vont donc subventionner les taux d'intérêt de même que le crédit, pour tenter de couper l'herbe sous le pied des autres exportateurs de céréales dont le Canada, ce qui est tout à fait injuste.

Voici le deuxième volet de ma motion, monsieur le Président: si nous ne réussissons pas à persuader les Américains de jouer franc jeu, dans ce cas, le gouvernement fédéral devra malheureusement offrir un programme semblable aux agriculteurs canadiens. Sinon, ces derniers s'en trouveraient affectés non seulement dans l'immédiat mais aussi à longue échéance. Nous devons agir parce que 30 p. 100 de notre PNB est lié au commerce international, domaine où la part du Canada est en perte de vitesse. En 1970, nos échanges représentaient 5.9 p. 100 du commerce international. En 1979, la proportion était passée à 3.9 p. 100. Le programme de crédit combiné des États-Unis risque maintenant de nous faire reculer encore davantage.

Par conséquent, j'exhorte le gouvernement canadien à protester vivement auprès du président Reagan des États-Unis pour tenter de mettre fin à ce programme destructeur, en vue d'éviter l'escalade d'une guerre commerciale qui pourrait être la pire depuis les années 1930. Mais si nous ne pouvons pas convaincre les Américains, au lieu de vivre comme Alice au pays des merveilles, nous devons aider les agriculteurs canadiens, car nous ne pouvons pas les abandonner entièrement à leur sort.

[Français]

**M. Jean Lapierre (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, permettez-moi en premier lieu de remercier l'honorable député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) pour son intervention.

[Traduction]

Il dit que la question est très importante. Le gouvernement canadien partage son avis et il est profondément troublé que le gouvernement américain ait choisi de réagir ainsi aux conditions actuelles du marché. Il n'y a pas d'autre terme que celui qu'il a employé pour dire que l'ensemble du programme nous apparaît à nous aussi comme injuste, dangereux, un brin protectionniste. Il pourrait déclencher une guerre commerciale. C'est pourquoi nous nous inquiétons des conséquences que ce genre de programme pourrait avoir pour les agriculteurs du Canada.

Les autorités canadiennes craignent fort que cette initiative n'oblige d'autres exportateurs à présenter des programmes semblables. Le résultat, pour les producteurs, est malheureusement une diminution des recettes. Cette conséquence est particulièrement grave dans la période actuelle, puisque les prix des produits agricoles sont faibles sur les marchés mondiaux.

Le Canada a cherché à restreindre le recours au financement de faveur comme instrument concurrentiel dans le commerce international, et le député a mentionné le GATT. Nous avons essayé de convaincre les États-Unis que ce genre de programme est inacceptable et qu'il faudrait soumettre l'agriculture à une discipline internationale. Nous nous apercevons quelques jours plus tard qu'ils tiennent un tout autre discours,